

# LE TEMPS

---

7 minutes de lecture

---

Par Marc Perrenoud\*,  
Publié vendredi 20 novembre  
1998 à 01:00.

## La grève générale de 1918: un événement fondateur du XXe siècle en Suisse

**Il y a quatre-vingts ans, une grande grève nationale, réprimée par l'armée, marque l'entrée de la Suisse dans le siècle européen. Tous les événements sociaux et politiques des voisins se répercutent en Suisse et contribuent à fonder son propre système de relations sociales. L'historien Marc Perrenoud nous rappelle cet événement**

Phénomène insolite dans l'histoire suisse, la grève générale de 1918 ne saurait être réduite à un feu de paille. Environ 250 000 personnes cessent le travail pendant trois jours en novembre 1918. Certes, il s'agit de moins d'un tiers de la population active en Suisse, mais dans des branches comme la métallurgie, on peut estimer à 80% le nombre des participants. La querelle des chiffres ne saurait occulter l'importance historique de ce mouvement qui affecte la Suisse, tandis que l'Europe traverse une période de turbulences et d'espérances provoquées par la fin de la guerre et l'effondrement des monarchies.

Novembre 1918 marque la fin de la Guerre mondiale qui avait éclaté en août 1914 dans un climat de nationalismes exacerbés qui fait taire les conflits internes. Mais les difficultés économiques et sociales vont s'accumuler: la fermeture des frontières provoque du chômage, des problèmes d'approvisionnement, des obstacles aux exportations. L'indice du coût de la vie passe de 100 en 1914 à 229 en 1918. Les conditions de vie des ouvriers et des employés subissent des baisses très sensibles. Les familles des soldats mobilisés souffrent en particulier de la carence de revenus suffisants et réguliers. Tandis que de larges couches de la population vivent dans des conditions misérables, la prospérité des affaires industrielles et bancaires creuse des inégalités souvent flagrantes. L'accumulation de tous ces facteurs provoque des tensions sociales et politiques: le mécontentement latent s'exprime plus nettement. Malgré leurs promesses et leurs discours pacifistes, les socialistes n'ont pas pu empêcher la guerre. Désorienté en 1914, le

mouvement socialiste se réorganise et bénéficie du rôle dynamique de nombreux militants étrangers réfugiés en Suisse. Les effectifs socialistes et syndicaux enregistrent une croissance exponentielle. Dès 1915, on peut observer un essor des luttes ouvrières: manifestations contre la vie chère, protestations virulentes contre des décisions des autorités militaires, grèves pour des augmentations de salaires. En novembre 1917, des manifestations violentes provoquent la mort de quatre personnes à Zurich.

PUBLICITÉ



inRead invented by Teads

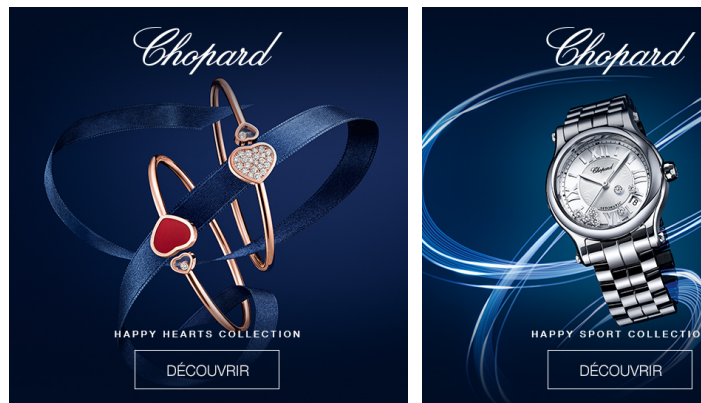
Fondé le 4 février 1918, le Comité d'Olten regroupe des dirigeants syndicalistes et socialistes afin d'organiser la lutte pour les revendications ouvrières. Reprenant des idées et des expériences tentées en Europe, ce comité lance un projet de grève générale. Il s'agit d'élargir à l'échelle nationale des expériences effectuées dans plusieurs villes depuis le début du siècle. Dans cette perspective, des manifestations sont organisées le 17 juin 1918 dans toute la Suisse contre la vie chère et pour un rationnement équitable. L'ampleur du mécontentement s'exprime aussi lors de la grève des employés de banque à Zurich (30 septembre et 1er octobre) pour une hausse des salaires et une reconnaissance de leur association. En 1918, se conjuguent la volonté de protester contre les difficultés matérielles et l'espoir de transformations sociales plus fondamentales. Des militants plutôt isolés voient alors s'élargir l'écho de leurs appels à la lutte politique.

La multiplication des protestations inquiète les autorités politiques et militaires: dès le 9 août 1918, le Conseil fédéral réunit secrètement une commission chargée de lutter contre la grève générale avec les institutions policières et militaires. Alarmé par la grève qui a paralysé les banques, le général Wille obtient la levée de troupes afin de prévenir des violences lors des manifestations prévues pour le premier anniversaire de la révolution d'Octobre 1917. Le déploiement

des troupes à Zurich provoque une réaction des dirigeants ouvriers qui lancent un appel à la grève générale et précisent leurs revendications:

1. Renouvellement immédiat du Conseil national d'après la proportionnelle;
2. Le droit de vote et d'éligibilité de la femme;
3. Introduction du devoir de travailler pour tous;
4. Introduction de la semaine de 48 heures dans toutes les entreprises publiques et privées;
5. Organisation d'une armée essentiellement populaire;
6. En accord avec les producteurs paysans, assurer le ravitaillement;

PUBLICITÉ



inRead invented by Teads

7. Assurance vieillesse et invalidité;
8. Monopole de l'Etat pour l'importation et l'exportation;
9. Paiement des dettes publiques par les possédants.

Pendant trois jours, les manifestations se succèdent et les arrêts de travail sont très nombreux dans les villes industrielles, en Suisse alémanique notamment. Déclenchée dans la hâte et l'improvisation, la grève générale ne fait pas l'unanimité parmi les dirigeants socialistes et syndicalistes, mais permet au mouvement ouvrier de montrer sa force et sa capacité. L'ambiance extraordinaire qui règne en Suisse et en Europe galvanise les énergies et incite environ 250 000 personnes à cesser le travail et à participer aux cortèges. Ayant mobilisé près de 100 000 hommes, l'armée peut remplacer les cheminots grévistes et encercler l'immeuble où siège le Comité d'Oltén qui, sous la menace, ordonne rapidement la fin du mouvement le 14 novembre.

Fermement structuré par l'Union suisse des paysans, le monde rural, soit plus d'un quart de la population, s'oppose aux grévistes qui soupçonnent souvent les paysans de

profiter de la pénurie. Des «gardes civiques» et des manifestations hostiles aux grévistes s'organisent dans les localités, grâce à l'appui d'associations patriotiques, d'organisations patronales, d'unités militaires et d'autres milieux soucieux de défendre l'ordre et la discipline. Au nom de «l'esprit de solidarité que dicte à tous l'intérêt supérieur du pays», il s'agit de s'opposer avec énergie et dans l'unanimité aux «procédés d'importation étrangère, inspirés par une propagande occulte et malsaine».

De plus, la francophilie très répandue en Suisse romande incite à se méfier du «soviet boche d'Olten» dont les appels sont moins suivis dans les cantons latins. Les grévistes sont accusés d'être des marionnettes manipulées par les bolcheviques. C'est alors que le Conseil fédéral décide de rompre les relations diplomatiques avec l'URSS et d'expulser ses diplomates, accusés d'avoir fomenté une révolution. Les grévistes sont parfois rendus responsables des milliers de morts victimes de l'épidémie de «grippe espagnole».

Face au patronat bien organisé et dynamique, dans les villes «rouges», notamment au Locle et à La Chaux-de-Fonds, les autorités socialistes expriment prudemment leur sympathie pour les grévistes. A Granges, alors que la direction nationale du mouvement avait déjà ordonné de reprendre le travail, des grévistes tentent d'arracher les rails afin d'empêcher le trafic ferroviaire. L'armée tire sur les manifestants et tue trois ouvriers horlogers. Ces événements tragiques renforceront les tendances antimilitaristes.

Ce conflit social marque une date charnière. Les clivages, révélés à cette occasion et entretenus par la suite, détermineront le développement du mouvement ouvrier pendant des décennies. Ayant atteint un paroxysme, les tensions politiques et les difficultés économiques se traduisent par une polarisation sociale. Les milieux conservateurs regroupés dans les «gardes civiques» continuent leurs activités, notamment dans de nouvelles organisations comme le Parti des paysans, artisans et bourgeois (actuelle UDC).

En 1919, les dirigeants de la grève générale seront condamnés par des tribunaux, certains purgeront quelques mois de prison. Toutefois, malgré la vigueur des polémiques, on remarque que les affrontements restent confinés dans certaines limites. Dès novembre 1918, des rapprochements et des facteurs consensuels modèrent les clivages qui apparaissent dans les journaux et sur les tribunes politiques.

Les milieux dirigeants préconisent une série de mesures sociales, en partie dans la foulée de l'adhésion de la Suisse à la Société des Nations.

Le temps de travail est abaissé rapidement de 54 heures à 48 heures par semaine. Autre revendication des grévistes, la représentation proportionnelle est introduite pour les élections de 1919. Mais le rapport de forces devient moins favorable au mouvement ouvrier: les crises économiques, les divisions entre socialistes et communistes, les restrictions imposées aux étrangers, les menaces extérieures limitent ses possibilités d'actions.

Même au cours de la Seconde Guerre mondiale, les milieux dirigeants de l'économie et de la politique suisses ne cessent de redouter une répétition de 1918. Afin de prévenir des troubles sociaux et politiques, des crédits publics sont massivement injectés dans l'industrie d'exportation et dans certaines institutions sociales. Evoquée dès 1918, la participation du PSS au gouvernement débute avec l'élection en décembre 1943 d'Ernst Nobs au Conseil fédéral. Ancien dirigeant de la grève de 1918, il va désormais s'occuper des finances fédérales. En janvier 1945, les plus hautes autorités militaires s'inquiètent de l'avance de l'Armée rouge en Europe et des soulèvements populaires survenus en Italie et en France en 1944. Le chef du Service de sécurité et de renseignements de l'armée, R. Masson, adresse au général Guisan un rapport secret afin de confirmer que l'armée est prête à jouer en 1945 le même rôle qu'en 1918: maintenir l'ordre menacé par une «intoxication collective» et des troubles intérieurs. Dans ce contexte, le projet d'assurance vieillesse et survivants, qui avait été refusé à cause des problèmes de financement, est relancé et sera adopté en votation populaire en 1947. Toute une série de facteurs en Suisse et en Europe ont permis d'éviter une nouvelle grève générale et de maintenir la paix sociale instaurée en 1937.

Les neuf revendications des grévistes de 1918 ont connu des destins différents: après plusieurs tentatives infructueuses, l'AVS est adoptée en 1947. Par contre, il faudra attendre 1971 pour que le droit de vote soit accordé aux femmes...

\* Historien, coauteur de l'«Histoire du Pays de Neuchâtel, XIXe-XXe siècle», Neuchâtel, 1993.

Bibliographie succincte:

«La grève générale de 1918 en Suisse», articles de Marc Vuilleumier, François Kohler, Eliane Ballif, Mauro Cerutti, Bernard Chevalley, Genève, 1977.

Gautschi, Willi, «Der Landesstreik 1918», Zurich, 1988,  
Nachwort von Hans-Ulrich Jost.

«Histoire sociale et mouvement ouvrier. Un bilan  
historiographique 1848-1998», sous la direction de Brigitte  
Studer et François Vallotton, Lausanne-Zurich, 1997.

PUBLICITÉ